

Allocution à la cinquante-neuvième session du Comité régional
de la Méditerranée orientale
Le Caire (Égypte), 1^{er} octobre 2012

Monsieur le Président, distingués ministres, chers
délégués, Dr Alwan, Mesdames et Messieurs,

Au cours du mois de mai, l'Assemblée mondiale de la
Santé a adopté une résolution déclarant que l'éradication
mondiale de la poliomyélite constituait une urgence
programmatische mondiale pour la santé publique.

Cette résolution citait un rapport du Groupe stratégique
consultatif d'experts sur la vaccination, dans lequel il est
indiqué que le risque d'un échec de l'éradication mondiale
de la poliomyélite «ne saurait en aucun cas être accepté».

Si notre volonté vacille, la polio ressurgira avec force. Si
notre résolution faiblit, il s'agira de l'échec le plus coûteux
dans l'histoire de la santé publique.

Il nous faut aller jusqu'au bout.

L'Inde a fait sa part du travail. En stoppant net la transmission du poliovirus, l'Inde a apporté définitivement la preuve que l'éradication est techniquement faisable, même dans des conditions extrêmement difficiles.

Le succès de l'Inde montre au monde que le virus n'est pas indélogeable. Il n'est pas destiné à rester perpétuellement une menace pour chaque nouvelle génération d'enfants.

Nous pouvons réellement nous en débarrasser.

Achever ce travail est une question de volonté et de compétence humaines. Nous pouvons à n'en pas douter nous montrer plus futés qu'un virus microscopique dénué d'intelligence.

Deux des trois bastions restants du poliovirus sont situés dans la Région de la Méditerranée orientale.

Le facteur le plus important pour la réussite du programme est la pleine participation des pays, du niveau local au niveau national. Cette appropriation permet à la créativité

humaine de s'épanouir pour résoudre au mieux les problèmes locaux particuliers.

À l'occasion d'une réunion lors de l'Assemblée générale des Nations Unies la semaine dernière, j'ai été personnellement témoin de l'engagement de haut niveau qu'ont exprimé les présidents de l'Afghanistan et du Pakistan.

Cet engagement doit désormais s'exprimer par une plus grande appropriation et responsabilisation au niveau des districts, où de formidables défis restent à relever.

Dans le Sud de l'Afghanistan, les obstacles en matière de gestion et d'administration au niveau des districts sont une entrave à l'efficacité des campagnes contre la poliomyélite.

Dans certaines parties du Pakistan, les problèmes rencontrés sont les mêmes, mais d'autres viennent s'y ajouter, notamment la suspension des vaccinations par les chefs locaux et les attaques à l'encontre du personnel travaillant pour l'éradication de la maladie.

Je félicite ces deux gouvernements pour avoir établi et mis au point des plans d'urgence au niveau national. Le défi consiste désormais à s'attaquer résolument aux obstacles restants et à améliorer l'appropriation, la supervision et la responsabilisation.

Vous assumez cette responsabilité à l'égard de vos enfants, de vos citoyens et du reste du monde

Il s'agit d'une situation d'urgence qui revêt une priorité plus importante que jamais. Permettez-moi de le répéter : un échec ne saurait en aucun cas être accepté. Ni aucune excuse.

L'OMS, son Bureau régional, votre Directeur régional, nos bureaux de pays, notre personnel expérimenté, sont ici pour vous apporter leur total soutien.

Mais c'est à chaque gouvernement qu'il appartient d'assumer le rôle directeur nécessaire pour mettre fin à une situation d'urgence, et de s'approprier les programmes pour ce faire.

Dans la Région, seuls les chefs politiques et religieux peuvent susciter et entretenir un soutien public en faveur des campagnes de lutte contre la poliomyélite.

Je vous appelle à le faire avec l'empressement qu'impose une telle situation d'urgence.

Toute maladie que nous pouvons éradiquer, éliminer, ou étroitement maîtriser nous permet de libérer des capacités et des ressources pour nous préoccuper des grands défis suivants, déjà présents ou tout proches.

Permettez-moi de remercier le Royaume d'Arabie saoudite et le Qatar pour l'aide qu'ils nous ont apportée pour identifier des cas inhabituels de maladie respiratoire grave avec insuffisance rénale et enquêter sur ceux-ci.

Nous avons ainsi pu caractériser un nouveau coronavirus et alerter les autorités sanitaires à l'échelle mondiale sur l'éventualité de cas similaires de cette affection inhabituelle.

Nous restons vigilants mais n'avons, à ce jour, aucun élément de preuve attestant que ce nouveau virus s'est

établi chez l'homme ou a la capacité de causer une grave flambée.

Cet exemple de dépistage rapide et de vigilance accrue à l'échelle mondiale montre que le Règlement sanitaire international offre des capacités renforcées pour améliorer notre sécurité collective en matière de santé mondiale.

Mesdames et Messieurs,

La lutte contre les maladies non transmissibles est également un point de votre ordre du jour.

Les experts, qu'ils soient au sein de l'OMS ou tout à fait extérieurs à l'Organisation, décrivent la montée de ces affections comme l'un des plus grands défis auxquels la santé mondiale se trouve confrontée au XXI^e siècle.

Il s'agit, en un sens, d'une lente catastrophe, puisque bon nombre de ces maladies apparaissent progressivement, après de nombreuses années. Mais les changements dans les modes de vie qui contribuent à leur augmentation se propagent très largement dans le monde entier et à une vitesse stupéfiante.

Le document présenté à cette session constitue un avertissement, un signal d'alarme nous prévenant de l'urgence qu'il y a à parvenir à d'importants changements politiques.

Les nouvelles ne sont pas bonnes. De nombreux pays de la Région connaissent déjà de graves problèmes, et cela ne saurait tarder pour tous les autres.

Les problèmes que posent ces maladies sont sans précédent par leur ampleur et leur complexité. Ils menacent non seulement la santé, mais aussi les économies.

Ils remettent en question la viabilité même de nos systèmes de soins et les programmes en place pour apporter une protection financière.

Tout au long de l'histoire de l'humanité, les victoires remportées sur les maladies infectieuses ont été accompagnées d'améliorations dans l'hygiène et les conditions de vie, et ont ouvert la voie à des progrès socioéconomiques.

Aujourd'hui, avec la progression des maladies non transmissibles, la situation est bien différente. Si l'on ne parvient pas à les maîtriser, ces maladies ont le pouvoir de réduire à néant les avantages obtenus grâce au progrès économique.

Il est de plus en plus manifeste que la croissance économique dans un monde interdépendant ouvre la porte à la multiplication de maladies telles que les maladies cardiaques, le diabète, les affections respiratoires chroniques, et les cancers, en particulier les cancers liés au tabagisme et à une mauvaise alimentation.

Cette porte s'est largement ouverte sous la pression de l'urbanisation et de la mondialisation de modes de vie qui nuisent à la santé.

Dans la Région, les régimes alimentaires changent, et non en bien. Les aliments hautement transformés, riches en sucre, en sel et en matières grasses nocives sont bon marché, pratiques, d'un goût agréable et largement disponibles ; et ils sont sources d'importants bénéfices pour les multinationales de l'agroalimentaire.

L'activité physique diminue. L'obésité augmente. La Région de la Méditerranée orientale a d'ores et déjà la prévalence du diabète la plus élevée au monde.

Vos populations sont la cible d'un marketing avisé pour la nourriture malsaine, les boissons sucrées, les produits du tabac et l'alcool. C'est dans cet environnement qu'elles vont faire leurs choix en matière de mode de vie.

Selon moi, il appartient aux gouvernements de façonner cet environnement, de faire en sorte que les choix bons pour la santé soient les choix les plus aisés.

Comme le rapport le signale, les approches actuelles concernant les maladies non transmissibles dans cette Région sont axées sur les soins hospitaliers. Cet état d'esprit doit changer.

Les politiques doivent s'orienter vers les soins préventifs tout autant que vers les soins curatifs, des soins hospitaliers vers les soins de santé primaires, de la prise en charge des manifestations aiguës aux soins chroniques visant à prévenir les complications graves à la source.

Le document vous donne des conseils avisés sur la façon de procéder de manière abordable, économique et efficace.

À eux seuls, les coûts rendent ce changement impératif, car ce sont là des maladies qui conduisent à la faillite.

Dans certains pays, les soins du diabète représentent à eux seuls 15 % du budget national des soins de santé.

Et cela alors même qu'au sein de la Région, les attentes des populations à l'égard des soins sont en hausse, les coûts montent en flèche et les budgets diminuent, conduisant à l'introduction de mesures pour endiguer et recouvrer les coûts.

Dans certains pays à faible revenu de la Région, la part des paiements directs sur le lieu des soins représente jusqu'à 75 % des dépenses totales de santé.

Ces paiements directs pénalisent les plus pauvres. Ils vont à l'encontre des objectifs de lutte contre la pauvreté, de

financement équitable des soins de santé, et de couverture de santé universelle.

Point positif, le document note une sensibilisation toujours plus grande des responsables politiques.

La conférence internationale sur les modes de vie sains et les maladies non transmissibles, qui s'est tenue le mois dernier dans le Royaume d'Arabie saoudite, est un grand pas dans la bonne direction.

La progression des maladies non transmissibles donne de solides arguments en faveur de réformes, parfois de réformes drastiques, dans la manière dont les soins de santé sont dispensés dans la Région.

Le renforcement des systèmes de santé est aussi un point de votre ordre du jour.

Vous avez sous les yeux ce qui est, selon moi, une excellente analyse des systèmes de santé dans cette Région et de ce qui doit être fait pour améliorer leurs performances.

Au cours des ans, le présent comité a examiné des rapports sur certains éléments du problème, tels que la nécessité de politiques nationales sur les médicaments essentiels qui favorisent les produits génériques, ou la nécessité d'améliorer la formation et la fidélisation des médecins et des infirmières.

Le document destiné à la présente session réunit tous ces éléments pour broser un tableau cohérent.

Son analyse franche et percutante montre que les pays de la Région, qu'ils soient riches ou pauvres, sont confrontés à une longue liste de défis et de problèmes qui, à de rares exceptions près, n'ont pas fait l'objet d'une attention politique appropriée.

Ce rapport énonce, je le répète, des moyens d'aller de l'avant. Il propose, après une analyse complète des faiblesses et des obstacles, sept domaines prioritaires pour améliorer les performances des systèmes de santé.

Il conclut que le principal défi dans de nombreux pays, quel que soit le niveau de richesse, consiste à parvenir à

une volonté et à un engagement politiques de haut niveau en faveur de la couverture de santé universelle.

Mesdames et Messieurs,

L'OMS et ses États Membres ont deux importantes missions pour lesquelles nous devons absolument faire les choses correctement.

La première est la réforme de l'OMS, dont vous allez discuter au cours de la présente session. La seconde consiste à placer la santé au programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015.

J'apprécie grandement vos recommandations dans le cadre de notre collaboration dans ces deux domaines.

Les OMD ont représenté un pacte entre les pays en développement et leurs besoins, d'une part, et les pays riches, d'autre part, qui ont promis de répondre à ces besoins en engageant des fonds, en apportant des compétences et des innovations.

Lorsque nous examinons la nature des menaces qui pèsent aujourd'hui sur la santé, un simple pacte entre les nantis et les déshérités ne permet pas de rendre compte de la complexité des déterminants de ces menaces.

Selon moi, l'un des meilleurs moyens de répondre à ces défis est de faire en sorte que la couverture de santé universelle fasse partie du programme de développement pour l'après-2015.

À une époque où les politiques dans de si nombreux secteurs ne font en fait qu'accroître les inégalités sociales, je serais très heureuse de voir la santé mener le monde vers une plus grande équité, d'une façon qui compte pour chacun des habitants de cette planète.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.